

Pour une véritable simplification

Les trois instituts (IEC, IRE et IPCF) ont animé un groupe de travail dont l'objectif était de parvenir à des propositions en matière de simplification administrative. Des idées concrètes ont été formulées et étudiées à l'occasion d'une table ronde, qui a permis de dégager des propositions approuvées par les trois conseils.

Il est indéniablement important de faire part des considérations qui sont à la base de ces propositions.

Les trois instituts :

- soutiennent la stratégie européenne de renforcement de la compétitivité et de réduction des charges administratives pesant sur les entreprises (stratégie de Lisbonne) ;
- ont mené de larges débats et consultations sur ce qui pourrait être fait, tant au niveau européen qu'au niveau belge, dans le champ des domaines d'activités de leurs membres, en faveur de l'ensemble des entreprises, petites ou grandes, marchandes ou non marchandes ;
- rappellent la valeur économique ajoutée d'une communication compréhensible, accessible et multifonctionnelle ;
- soulignent l'importance fondamentale du lien entre la responsabilité limitée et la transparence financière, aux fins de protéger l'économie contre des risques systémiques.

Les propositions sont résumées ci-après :

a) aux autorités européennes :

- autoriser les petites entreprises à publier une annexe réduite à leurs comptes annuels ;
- faire de la transparence financière des entreprises une priorité de la politique extérieure de l'Union européenne ;
- promouvoir, parmi les États membres, le développement de l'information financière électronique ;
- faciliter la lecture des états financiers des entreprises ;
- n'exiger des États membres, en matière de statistiques relatives aux entreprises, que ce qui peut être compilé à partir des comptes publiés ;

- poursuivre activement devant la Cour de justice des Communautés européennes les États membres qui ne respectent pas la lettre et/ou l'esprit de la législation européenne en matière de transparence financière.

b) aux autorités belges :

- adapter les programmes de contrôle fiscal des entreprises en fonction de la qualité des comptes annuels ;
- éliminer des schémas obligatoires des comptes annuels les éléments non requis par la législation européenne ;
- lancer une consultation en vue de moderniser les informations économiques et financières à transmettre au conseil d'entreprise ou au Comité de prévention et de protection au travail (CPPT) ;
- supprimer les réglementations comptables sectorielles existant actuellement dans le secteur non marchand et maintenir le régime général et le régime simplifié ;
- supprimer la publication du dépôt des comptes annuels aux annexes du *Moniteur belge* ;
- intégrer certaines informations dans les comptes annuels si la législation européenne l'autorise ;
- permettre aux entreprises de modifier directement, par voie électronique sécurisée, certaines données les concernant auprès de la BCE ;
- interdire aux administrations de demander aux entreprises des informations qui peuvent être retrouvées dans les comptes annuels publiés ;
- assurer une meilleure équité entre les déposants ponctuels, les déposants retardataires et les non-déposants des comptes annuels ;
- stabiliser la date de dépôt des déclarations fiscales ;
- faciliter la récupération rapide des créances non contestées ;
- moderniser la législation sur les privilèges et sûretés.

Ces éléments et leurs explications complètes sont disponibles sur les sites Internet des instituts respectifs. Cette question fera l'objet d'un suivi au sein des différents instituts. Les services de simplification peuvent compter sur notre pleine collaboration pour réaliser ces propositions. ●

André Bert, Président